



A Bercy et dans les institutions économiques et financières du secteur semi-public

Dans l'unité, ne rien lâcher, poursuivre et amplifier l'action !

Après avoir refusé toute négociation face aux exigences légitimes des organisations syndicales durant le printemps et l'été 2010, le gouvernement a fait passer en force sa réforme des retraites à l'Assemblée nationale et au Sénat.

Il s'agit d'un véritable **coup de force contre la démocratie dans ses dimensions politiques et sociales**.

L'adoption d'un amendement au Sénat prévoyant l'organisation, à compter du premier trimestre de l'année 2013, d'un débat national sur une réforme du système des retraites confirme aussi :

- Que la réforme envisagée n'apporte, une fois de plus, aucune solution pérenne à la sauvegarde et à la nécessaire amélioration des régimes de retraite et du système par répartition,
- Que les revendications et les propositions pour une autre réforme ont été ignorées,
- **Qu'il y a besoin d'un retrait du projet de loi et d'organiser un véritable débat afin d'ouvrir un réel processus de négociations.**

Les mobilisations inédites en cours, dans leurs dimensions interprofessionnelles, professionnelles, territoriales, générationsnelles, confirment qu'une véritable lame de fond se propage dans le pays contre le recul des âges de la retraite (droit légal au départ à 60 ans, droit à une retraite à taux plein à 65 ans), contre l'allongement des durées de cotisation, contre la dégradation des taux de remplacement, contre le refus de prendre en compte toutes les formes de pénibilité du travail, contre les inégalités et les discriminations que subissent plus particulièrement les femmes et les jeunes...

Les salariés, les privés d'emploi, les retraités, les lycéens, les étudiants sont aujourd'hui porteurs de propositions et de revendications alternatives pour **Travailler moins longtemps, Mieux, Toutes et Tous !**

Dans le même temps, il s'agit, y compris par une réforme profonde de l'impôt et de la cotisation sociale, **d'imposer une autre répartition des richesses produites et détenues**, pour augmenter le pouvoir d'achat et dégager les moyens nécessaires au financement de la protection sociale.

C'est pourquoi la fédération des Finances CGT appelle les agents des Finances de Bercy et des institutions économiques et financières du secteur semi-public, fonctionnaires, non-titulaires, salariés de droit privé, actifs et retraités, à poursuivre, amplifier et inscrire l'action dans la durée :

- **Par la grève et dans les manifestations, le jeudi 28 octobre 2010.**
- **Dans les manifestations le samedi 6 novembre 2010.**

La fédération des Finances CGT appelle les agents des Finances à se réunir partout avec leurs organisations syndicales, à débattre dans les services, à agir de manière massive, ensemble et dans l'unité.

Elle apporte son soutien plein et entier aux actions de toutes formes en cours, engagées aux Finances et au-delà.

Montreuil, le 25 octobre 2010